

31 Août 1934

1. Le gout du désordre et ses conséquences

Nous écrivons le 3 Août 1934 :

« On pouvait lire dans l'Orient : Que l'idée de désobéissance civile est dans les esprits, que l'on peut enregistrer les premières manifestations d'une mentalité nettement insurrectionnelle et que le maintien de l'ordre public est menacé.

« A quoi sert cette mauvaise foi dans un pays parfaitement renseigné et où chacun a fait aussitôt justice de ces calomnies ?

« Il n'en est malheureusement pas de même à l'étranger ou de multiples facteurs s'unissent pour donner la plus large publicité à des affirmations de cet ordre. Et comme la discrimination y est difficile, entre ce qu'on peut reprocher au Gouvernement Libanais et ce qu'on peut reprocher à la France, c'est en fin de compte, sur la France elle-même qu'on fait retomber les responsabilités de cette prétendue situation.

« A l'heure où un effort énergique est tenté dans tous les domaines, où la réalisation de certains projets révèle l'importance des résultats acquis, le moindre souci des intérêts du pays aurait exigé de la part de la presse une loyauté totale dans l'information et non une déformation des faits.

La haine que porte Emile Eddé à certains de ses adversaires ne devrait pas l'entraîner à de pareils excès.

Nous ne croyions pas si bien dire.

L'« Humanité » dans son numéro du 12 Aout, **fait état de ce qu'écrit L'Orient en le citant** pour décrire les pays sous-mandat, comme en proie à une « effervescence paysanne ».

La feuille d'Emile Eddé peut se flatter d'avoir réussi à donner des armes aux pires adversaires du mandat, et du Liban.

II.- Le scandale quotidien et les pales imitateurs

Les limaces parlent de scandale.

Le scandale a été le silence quotien d'une certaine presse, pendant dix ans sur un problème aussi vital que le prix de l'eau à Beyrouth.

Mais nous n'avions pas plutôt pris la défense de l'usager beyrouthin, que les limaces se sentaient le feu sacré et s'excitaient sur les ordures ménagères.

Ce souci de la santé et de l'hygiène de 150.000 Beyrouthins est trop étrange pour être sincère.

Les limaces pouvaient mieux trouver, pour faire oublier cet incompréhensible mutisme de deux lustres.

Elles seront toujours serviles, même dans l'imitation.

III.- L'agitation du consommateur

« ... Nous l'avons, en dormant, madame, échappé belle... »

Il paraît en effet (Orient dixit) « que le sentiment public excité, a été poussé à des désordres tels que ceux qui ont illustré les boycottages d'antan. »

« Les désordres du sentiment public »... Ce devait être, nous l'avouons, fort grave.

Mais il y a plus et mieux.

Il y a positivement ceci : que les auteurs de troubles et les agitateurs, c'est nous.

Pourquoi ? Parce que nous avons simplement osé penser et dire que la Compagnie des Eaux devait bien songer à réduire ses tarifs et renoncer à nous faire payer l'eau du Nahr-El-Kelb, plus cher que le Champagne.

Et voilà comment on peut commettre un crime, sans préméditation.

Car signaler l'effroyable cherté de l'eau, c'est d'abord prendre à partie chacun des rédacteurs de L'Orient, et c'est ensuite « vouloir descendre aux barricades ».

Les barricades ?

Quelles barricades ? Nous pensons que les administrateurs des Eaux n'ont tout de même pas l'intention, de résister par la force, aux légitimes revendications des consommateurs, et à la demande expresse du Service de Contrôle des Sociétés Concessionnaires.

Et ce n'est pas tout.

Ces agitateurs – maffieux, que nous sommes – poussent le cynisme jusqu'à enfoncer (très probablement, avant de descendre aux barricades) – une porte largement ouverte ».

Car la Compagnie des Eaux a, depuis deux mois, décidé « de descendre au-dessous du tarif minimum de son contrat ».

Les porte-paroles de cette Compagnie nous diront-ils pourquoi et comment cette réduction décidée depuis deux mois, n'a pas encore été appliquée, **ni même annoncée**.

Il faut bien qu'une porte soit ouverte ou fermée.

Par quelle acrobatie, une société peut-elle réduire ses tarifs, sans les réduire, tout en les réduisant ?

Nous concevons que les administrateurs des Eaux ne veuillent pas dire que violence leur a été faite pour leur rappeler « la nécessité d'une réadaptation des tarifs, proportionnée au nouvel indice du coût de la vie. »

Mais pourront-ils au moins fournir quelques utiles précisions sur « ce nouvel indice du coût de la vie » ?

Car rien n'est changé, depuis deux mois, au coût de la vie.

La nouveauté dont on nous parle remonte à plus de trois ans.

Or, depuis dix années qu'il réclame une réduction du prix de l'eau, le citoyen de Beyrouth n'a encore rien obtenu.

Rien obtenu... pas même un article de L'Orient, dont les campagnes et les silences sont également rémunérés.

Trèves de tartufferies, Emile Eddé!

Vous savez bien pourtant qu'il est encore plus périlleux, pour vous, de jouer avec l'eau, - que d'autres avec le feu.

Ana et le Djebel Barouk se trouvent à la frontière du Liban. S'il a fallu quelque temps pour rendre publique votre forfaiture, dans l'une et l'autre région, n'espérez pas, pour vos agissements, ici dans la capitale libanaise, une si lente Justice.

Après avoir si longtemps assoiffé le consommateur beyrouthin, ayez au moins la pudeur (et la prudence) de ne pas montrer trop clairement que vous le prenez pour un imbécile.